

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS



PCT

REC'D 08 FEB 2006

RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ

(chapitre II du Traité de coopération en matière de brevets)

(article 36 et règle 70 du PCT)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire	POUR SUITE À DONNER		voir formulaire PCT/PEA/416
Demande internationale No. PCT/FR2005/000002	Date du dépôt international (jour/mois/année) 03.01.2005	Date de priorité (jour/mois/année) 08.01.2004	
Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB G07B17/00			
Déposant E BOX SARL et al.			
<p>1. Le présent rapport est le rapport d'examen préliminaire international, établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international en vertu de l'article 35 et transmis au déposant conformément à l'article 36.</p> <p>2. Ce RAPPORT comprend 8 feuilles, y compris la présente feuille de couverture.</p> <p>3. Ce rapport est accompagné d'ANNEXES, qui comprennent :</p> <p>a. <input type="checkbox"/> un total de (envoyées au déposant et au Bureau International) feuilles, définies comme suit :</p> <p><input type="checkbox"/> les feuilles de la description, des revendications ou des dessins qui ont été modifiées et qui servent de base au présent rapport ou des feuilles contenant des rectifications autorisées par la présente administration (voir la règle 70.16 et l'instruction administrative 607).</p> <p><input type="checkbox"/> des feuilles qui remplacent des feuilles précédentes, mais dont la présente administration considère qu'elles contiennent une modification qui va au-delà de l'exposé de l'invention qui figure dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée, comme il est indiqué au point 4 du cadre n° I et dans le cadre supplémentaire.</p> <p>b. <input type="checkbox"/> (envoyées au Bureau international seulement) un total de (préciser le type et le nombre de support(s) électronique(s)) , qui contiennent un listage de la ou des séquences ou un ou des tableaux y relatifs, déposés sous forme déchiffrable par ordinateur seulement, comme il est indiqué dans le cadre supplémentaire relatif au listage de la ou des séquences (voir l'instruction administrative 802).</p>			
<p>4. Le présent rapport contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Cadre n° I Base de l'opinion</p> <p><input type="checkbox"/> Cadre n° II Priorité</p> <p><input type="checkbox"/> Cadre n° III Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle</p> <p><input type="checkbox"/> Cadre n° IV Absence d'unité de l'invention</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Cadre n° V Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration</p> <p><input type="checkbox"/> Cadre n° VI Certains documents cités</p> <p><input type="checkbox"/> Cadre n° VII Irrégularités dans la demande internationale</p> <p><input type="checkbox"/> Cadre n° VIII Observations relatives à la demande internationale</p>			
Date de présentation de la demande d'examen préliminaire internationale 12.12.2005		Date d'achèvement du présent rapport 07.02.2006	
Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international  Office européen des brevets D-80298 Munich Tél. +49 89 2399 - 0 Tx: 523656 epmu d Fax: +49 89 2399 - 4465		Fonctionnaire autorisé Giemsa, F N° de téléphone +49 89 2399-7997 	

Demande internationale n°
PCT/FR2005/000002

1. En ce qui concerne la **langue**, le présent rapport est établi sur la base de la demande internationale dans la langue dans laquelle elle a été déposée, sauf indication contraire donnée sous ce point.
 - ☐ Le présent rapport est établi sur la base de traductions réalisées à partir de la langue d'origine dans la langue suivante, qui est la langue d'une traduction remise aux fins de :
 - ☐ la recherche internationale (selon les règles 12.3 et 23.1.b))
 - ☐ la publication de la demande internationale (selon la règle 12.4)
 - ☐ l'examen préliminaire international (selon la règle 55.2 ou 55.3)
2. En ce qui concerne les **éléments*** de la demande internationale, le présent rapport est établi sur la base des éléments suivants (*les feuilles de remplacement qui ont été remises à l'office récepteur en réponse à une invitation faite conformément à l'article 14 sont considérées dans le présent rapport comme "initialement déposées" et ne sont pas jointes en annexe au rapport.*) :

1-19 telles qu'initialement déposées

1-13 telles qu'initialement déposées

1/2, 2/2 telles qu'initialement déposées

- ☐ En ce qui concerne un listage de la ou des séquences ou un ou des tableaux y relatifs, voir le cadre supplémentaire relatif au listage de la ou des séquences.
3. ☐ Les modifications ont entraîné l'annulation :
- ☐ de la description, pages
 - ☐ des revendications, nos
 - ☐ des dessins, feuilles/fig.
 - ☐ du listage de la ou des séquences (*préciser*) :
 - ☐ d'un ou de tous les tableaux relatifs au listage de la ou des séquences (*préciser*) :
4. ☐ Le présent rapport a été établi abstraction faite (de certaines) des modifications, qui ont été considérées comme allant au-delà de l'exposé de l'invention tel qu'il a été déposé, comme il est indiqué dans le cadre supplémentaire (règle 70.2.c)).
- ☐ de la description, pages
 - ☐ des revendications, nos
 - ☐ des dessins, feuilles/fig.
 - ☐ du listage de la ou des séquences (*préciser*) :
 - ☐ d'un ou de tous les tableaux relatifs au listage de la ou des séquences (*préciser*) :

Formulaire PCT/PEA/409 (janvier 2004)

**RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL
SUR LA BREVETABILITÉ**

Demande internationale.n°
PCT/FR2005/000002

Cadre n° V Déclaration motivée selon l'article 35.2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

- | | | | |
|--|------|----------------|------|
| 1. Déclaration | | | |
| Nouveauté | Oui: | Revendications | 1-13 |
| | Non: | Revendications | |
| Activité inventive | Oui: | Revendications | |
| | Non: | Revendications | 1-13 |
| Possibilité d'application industrielle | Oui: | Revendications | 1-13 |
| | Non: | Revendications | |

2. Citations et explications (règle 70.7) :

voir feuille séparée

Concernant le point V.

1 Il est fait référence aux documents suivants:

- D1 : US 4 836 352 A (TATENO KUNIO ET ALINÉA) 6 juin 1989 (1989-06-06)
D2 : DE 100 00 830 A (CLAUSEN OLAF) 26 juillet 2001 (2001-07-26)
D3 : US 2003/226883 A1 (LIPHARD ROBIN G) 11 décembre 2003 (2003-12-11)
D4 : YOUSSEF BELGNAOUI: "Une consigne mutualisée pour la livraison de colis"
INDUSTRIES ET TECHNOLOGIES, [Online] vol. 844, janvier 2003 (2003-01),
pages 13-13, XP002291680 INNOVATIONS Extrait de
l'Internet: URL:[http://www.e-box.fr/ebox/actualites/03_0101-
industrie_et_technologies.pdf](http://www.e-box.fr/ebox/actualites/03_0101-industrie_et_technologies.pdf)>; [extrait le 2004-08-06]
D5 : FANNY MILCENT BAUDOIN: "Consignes anti-vol : E-Box dépose un nouveau
brevet" FRANCE SONT, [Online] vol. 29, 15 septembre 2003 (2003-09-15),
pages 7-7, XP002291681 Extrait de l'Internet:
URL:http://www.conicyt.cl/conosur/FranceST_29.pdf>; [extrait le 2004-08-06]

- 1.1 La communication du demandeur daté 12.12.2005 contient principalement une argumentation concernant le document D1. Elle ne contient pas d'argumentation concernant la combinaison des documents D4 et D5.
- 1.2 L'examineur est d'accord pour la différence supplémentaire détectée entre l'objet de la revendication 1 et le document D1 qui est caractérisée en ce que l'unité de gestion est adaptée pour:
- commander le verrouillage de la porte dudit coffre à la suite du paiement du prix d'affranchissement calculé.
- 1.3 Cependant l'examineur n'est pas d'accord avec l'argumentation dans la communication du demandeur daté 12.12.2005 à la page 4, paragraph 1, concernant le problème de récupération du colis au cours de l'opération d'affranchissement. Pour l'homme du métier il est clair qu'à tout moment l'utilisateur du système d'affranchissement de D1 peut récupérer son colis (cf. D1, Figures 4A-4D, S24, S44, S36, S54, S58, S66, S72, <<CANCEL BUTTON PUSHED?>> en ayant l'avantage d'éviter les possibilités de fraude.

2 REVENTICATION INDEPENDANTE 1

- 2.1 Le document D1 décrit (les références entre parenthèses s'appliquant à ce document):
- un dispositif d'affranchissement de colis (col. 1, lignes 1-12, 45-51) caractérisé en ce qu'il comporte
- une pluralité de coffres, chacun muni d'une porte et destinés a contenir des colis (col. 2, lignes 4-5, 18)
 - une unité de gestion (abstract, col. 4, lignes 44-48, main controller)
 - des verrous (col. 1, lignes 18-24) adaptés pour verrouiller chacun une porte et commandés individuellement par l'unité de gestion
 - des détecteurs de position (fig. 1, lock driver 66, lock mechanism 64) qui sont chacun associés à une porte et qui sont adaptés pour informer l'unité de gestion quand la porte correspondante est en position fermée
 - au moins un capteur de poids (fig. 1, weight sensor 54) adapté pour transmettre a l'unité de gestion une indication du poids d'un colis placé dans l'un ou l'autre des coffres ; et
 - des moyens d'affichage (col. 1, lignes 1-24 et fig. 1, CRT display), des moyens d'entrée de données (plates 52) et des moyens de paiement (card reader, coin recognition), lesdits moyens étant relies à l'unité de gestion, et caractérisé en ce que l'unité de gestion (11) est adaptée pour
 - effectuer un calcul (col. 1, ligne 48, calculate) d'un prix d'affranchissement d'un colis placé dans un coffre déterminé à partir des données fournies par les moyens d'entrée (destination), et de l'indication de poids dudit colis transmise par le capteur de poids quand un détecteur de position associé à une porte dudit coffre déterminé détecte une position fermée.

Par conséquent, l'objet de la revendication 1 diffère du dispositif connu de D1 en ce que l'unité de gestion est adaptée pour - commander le verrouillage de la porte dudit coffre à la suite du paiement du prix d'affranchissement calculé

- maintenir la porte dudit coffre verrouillée jusqu'à la reconnaissance par l'unité de gestion d'un code de récupération de colis, qui a été fourni à celle-ci par les moyens

d'entrée de données.

Cependant, le moment du verrouillage de la porte fermée d'un coffre

- ou bien à la suite du paiement du prix d'affranchissement calculé

- ou bien quelques secondes après la réception du signal de porte fermée

a seulement comme effet technique une utilisation légèrement différente (utilisation d'un <<cancel button>> ou ouverture de la porte non-verrouillée pour annuler l'opération d'affranchissement) concernant les possibilités de fraudes ou de récupération du colis au cours de l'opération d'affranchissement dans les deux systèmes analysés.

L'usage de codes pour ouvrir des portes d'un dispositif à multiples coffres est connu dans l'art antérieur, cf. p.ex.:

- D2, col. 3, lignes 24-27, PIN Code

- D4, col. 2, code confidentiel

- D5, par. 2, code confidentiel

L'homme du métier adapterait le système connu de D1 (depuis 1989) sans activité inventive afin de fonctionner sans clés générales pour augmenter la flexibilité pour la personne vidant le coffre.

2.2 La présente demande ne remplit donc pas les conditions énoncées dans l'article 33(1) PCT, l'objet de la revendication 1 n'impliquant pas une activité inventive telle que définie par l'article 33(3) PCT.

2.3 Par ailleurs, le dispositif décrit dans les documents D4 et D5 divulge toutes les caractéristiques techniques de l'objet de la revendication 1.

Quoique le déroulement administratif de paiement est inverse,

- calcul d'un prix d'affranchissement (dans l'objet de la revendication 1)

- et paiement de la commande au terminal (dans D4)

il s'agit d'un recto verso d'un même système technique.

Cette caractéristique (calcul d'un prix d'affranchissement) a toutefois déjà été

employée dans le même but dans un système analogue, voir D1, page col. 1, lignes

45-51). Il est évident pour la personne du métier d'appliquer cette caractéristique, avec un effet correspondant, dans un dispositif suivant les documents D4/D5 et d'obtenir ainsi un dispositif selon la revendication 1.

- 2.4 La présente demande ne remplit pas les conditions énoncées dans l'article 33(1) PCT; l'objet de la revendication 1 n'impliquant pas une activité inventive telle que définie par l'article 33(3) PCT.

3 REVENDICATION INDEPENDANTE 5

- 3.1 La présente demande ne remplit pas les conditions énoncées dans l'article 33(1) PCT; l'objet de la revendication 5 n'impliquant pas une activité inventive telle que définie par l'article 33(3) PCT.

Les objections concernant l'objet de la revendication 1 (cf. sections 2.-2.4) sont valables mutatis mutandis contre l'objet de la revendication 5.

- 3.2 Les caractéristiques techniques sont aussi connus de D4 et D5 qui divulgent les caractéristiques techniques d'un système de colis.
Quoique le déroulement administratif de paiement est inverse,
- calcul d'un prix d'affranchissement (dans l'objet de la revendication 5)
- et paiement de la commande au terminal (dans D4)
il s'agit du recto verso d'un même système technique.
Cette caractéristique (calcul d'un prix d'affranchissement) a toutefois déjà été employée dans le même but dans un système analogue, voir D1, page col. 1, lignes 45-51). Il est évident pour la personne du métier d'appliquer cette caractéristique, avec un effet correspondant, dans un dispositif suivant les documents D4/D5 et d'obtenir ainsi un procédé selon la revendication 5.

4 REVENDICATIONS DEPENDANTES 2-4, 6-17

Les revendications ne contiennent pas de caractéristiques qui, combinées avec les caractéristiques d'une quelconque revendication à laquelle elles se réfèrent, satisfont aux exigences du PCT en matière de nouveauté et d'activité inventive (article 33 2) et

**RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL
SUR LA BREVETABILITÉ
(FEUILLE SÉPARÉE)**

Demande internationale n°

PCT/FR2005/000002

3) PCT).

- 4.1 Il est évident pour la personne du métier d'utiliser des tableaux de taux d'affranchissement avec un effet correspondant, dans un dispositif suivant le document D4 et d'obtenir ainsi un dispositif selon les revendication 2, 3 et 4. De même des caractéristiques administratives comme la gestion de sociétés ne peut pas résoudre de problème technique.
- 4.2 Le déverrouillage des coffres dans D4 est aussi basé sur un code confidentiel. La communication avec l'unité de gestion se fait par le bus de terrain industriel Profibus DP (cf. D4, col. 4).
5. Remarques supplémentaires
- 5.1 Contrairement à ce qu'exige la règle 5.1 a) ii) PCT, la description n'indique pas l'état de la technique antérieure pertinent exposé dans les documents D1, D4 et D5 et ne cite pas ces documents.
- 5.2 Il est difficile à identifier des caractéristiques techniques vis-à-vis aux documents D1 et/ou D4 et D5 qui pourraient résoudre un problème technique et impliquer une activité inventive.